

---

## **Collectif du 13 juin pour la défense de l'hôpital public et l'accès aux soins pour tous en Dordogne**

Le 13 juin, une réunion publique s'est tenue à l'initiative du comité de défense du service public de santé et du médico-social du Bergeracois en présence de 80 personnes, d'élus locaux, des représentants du comité de défense de l'hôpital de Sarlat.

**LA CREATION D'UN COLLECTIF DEPARTEMENTAL regroupant : associations, syndicats, élus et citoyens- usagers, A ETE ACTEE, pour défendre l'hôpital public et un accès aux soins pour tous.**

La décision de l'ARS de réduire l'accès aux services d'urgences de nuit pour tout le département **MET EN DANGER LA POPULATION** de notre département.

**Les fermetures de lits, de services depuis près de 30 ans, la suppression de la permanence des soins il y a une vingtaine d'années, le manque de médecins généralistes en milieu rural et le rationnement des soins par le vote annuel de l'Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM),** ont conduit à la situation dramatique actuelle.

La décision d'appliquer la loi RIST limitant les salaires des médecins intérimaires n'a fait qu'aggraver une situation déjà tendue dans les hôpitaux, sans que l'Etat ait prévu des moyens pour répondre aux besoins de soins de la population.

Les hôpitaux de notre département avec la venue de 4 millions de touristes ne peuvent faire face à la demande de consultations dans les services d'urgences.

La fermeture des 4 services d'urgences la nuit, jusqu'au 30 septembre 2023 (parfois le jour), accroît les inégalités d'accès aux soins et conduit inexorablement à des décès dits « inattendus ».

L'appel au 15 n'est pas la solution puisque ce service est saturé d'appels, qu'il n'y a pas le personnel nécessaire pour répondre humainement et efficacement aux multiples demandes.

**Le Directeur départemental de l'Agence Régionale de Santé doit prendre toute mesure pour assurer cette mission vitale de service public qu'est l'accès aux soins pour tous.**

**Aussi l'Etat doit-il pallier, de manière urgente, le manque de personnels hospitaliers, réduire leur charge de travail, revoir fortement à la hausse leurs rémunérations.**

**Pour toutes ces raisons, nous exigeons la réouverture 24H/24 de tous les services d'urgences, le maintien des trois maternités de notre département, qui sont, elles aussi, menacées du moins pour deux d'entre-elles (Sarlat, Bergerac).**

**Nous organiserons une conférence de presse début juillet pour préparer une grande manifestation publique départementale à Périgueux le mardi 11 juillet 2023.**

**Rejoignez-nous,** car c'est de notre détermination à toutes et tous que nous arriverons à faire infléchir ces décisions inacceptables, qui seront demain la règle partout, comme le prévoient l'ARS et le gouvernement.